

Stratégie de sécurisation et d'augmentation des recettes



Henri Gaperi (OTR)

L'OTR passe à l'informatisation et à la modernisation des MAD P.4

Arrestation de Fadel Barro et compagnons en RDC

Joseph Kabila



Faure Gnassingbé

Fadel Barro



Faure se démarque de Joseph Kabila

 P.6

Observation électorale :

L'Union Européenne s'abstient

 P.3

Nicolas Berlanga-Martinez, Chef Délégation UE au Togo

Santé

Opération chirurgicale
AIMES-Afrique dans les Plateaux et Maritime P.6



Développement

Couronnement des objectifs du Pradeb dans le Zio

La Plateforme P.4

Multifonctionnelle d'Adokoé inaugurée, des crédits octroyés à 100 groupements et 400 jeunes entrepreneurs

Economie

Restructuration du secteur informel
Ingrid Awadé poursuit sa croisade dans les marchés de Lomé P.4



Ingrid Awadé, DG DOSI

Présidentielle 2015 et la question des réformes

Fabre se rebiffe ?

 P.3

Jean-Pierre Fabre

Mines et Energie

Les efforts des cinq dernières années

I Sous secteur Mines et Géologie

Depuis 2010, la Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) a mené un certain nombre d'activités dont la réalisation concourt au développement du pays.

Au niveau des recherches géologiques et minières, les cinq (5) dernières années ont été marquées dans notre pays par les travaux suivants:

- Evaluation du potentiel minier, énergétique et ressources en eau du Togo

Réalisée par la société RTI de France, cette étude a introduit les nouvelles technologies spatiales apparues et développées au cours des 10 dernières années, dont les applications majeures permettent d'embrasser d'un regard nouveau, l'ensemble des ressources naturelles, eau, énergie et potentiel minéral de notre pays.

Elle a conduit à la compilation et à une homogénéisation de toutes les données collectées dans un Système d'Informations Géographiques compréhensible, homogène et révisable à l'échelle globale du pays.

- Travaux de sondages sur le gisement de fer de Bassar

Sur la base des recommandations faites à l'issu des travaux de la société RTI, une mission de sondages carottés sur l'ensemble des formations à hématites de la zone de Bassar a été confiée à la société BENZU (Afrique du Sud).

Cette mission qui avait pour but d'évaluer qualitativement et quantitativement le gisement de fer de la zone vient d'achever la phase de terrain. Les échantillons prélevés sont expédiés à l'étranger pour des analyses spécialisés. Les résultats d'analyses et le rapport de la mission sont attendus.

- Autres activités de recherche

En dehors de ces principales études, plus de cent cinquante (150) permis de recherche couvrant une superficie cumulée d'environ 150 000 Km² (24% du territoire) ont été attribués à des sociétés minières privées sur des sujets divers comme : le manganèse, le nickel, le chrome, le zinc, l'uranium, l'ilménite le fer, les pierres ornementales, les pierres marbrières, les matériaux de construction, l'or et les phosphates. Parmi ces sociétés, nous pouvons citer: la SNPT, POMAR, SCANTOGO Mines, RRCC, G&B, Global Merchants Sarl ; SAD, Midnight Sun, Togo Or, Société Générale des Mines, STII, Panafrican Gold Corporation Togo, TERRA METAUX RARES, etc.

Sur le plan de l'exploitation, la Direction du Développement et du Contrôle Miniers a instruit un certain nombre de dossiers et préparés des permis et autorisations d'exploitations qui ont été délivrés à plusieurs opérateurs minières. On distingue :

- Les autorisations d'exploitation artisanale pour le compte des sociétés TECH-MINES (or), Option Transit (gravier), Ets 3 TR, Ets JESUS SAUVE, SILME-BTP Sarl, PRO-SERVICES, GRANUTOGO, TANSAXES, GTOA Sarl (sable).

- Les permis d'exploitation pour matériaux de construction (gravier concassé) pour le compte des sociétés TOGO RAIL, COLAS AFRIQUE, ETOILE DU GOLFE, CEMAT, EBOMAF, SNCTCP, TGC, SATEM, SNTC, ADEOTI, LES AIGLES, Togo carrière, SHEHU DAN FODIO, CARMAR TOGO, ALMACAR, GEA, STDM, CECO BTP, STG, ALFO-GROUP, GER.

- Les permis d'exploitation à petite échelle pour le compte des sociétés GRANUTOGO (gravier concassé), SAD (sable lagunaire), GLOBAL MERCHANTS (grenat), STII (sable lacustre).

- Un permis d'exploitation à grande échelle pour l'exploitation du marbre par la société POMAR.

Pour l'ensemble des permis attribués, les travaux se poursuivent assez bien sur le terrain et ont conduit à la création de l'emploi dans les zones où ces sociétés opèrent.

Le laboratoire des mines a réalisé aussi un certain nombre d'activités à savoir :

- Analyses chimiques et géochimiques de roches, sols, sédiments de ruisseaux sur support Spectrophotomètre d'Absorption Atomique (S.A.A) pour les travaux de recherche ;
- Analyse des eaux ;
- Délivrance de certificats d'expédition d'or pour deux sociétés agréées (SOLTRANS et WAFEX) ;
- Contrôles de substances précieuses et semi-précieuses (or, argent, diamant et autres ...).

Pour attirer les investisseurs minières au Togo, une relecture du Code minier et de ses textes d'application est en cours grâce au financement de la Banque mondiale. L'atelier de validation de l'avant projet de ce nouveau code s'est tenu en juin 2014 et il ne reste que son adoption par le parlement.

Dans le cadre du renforcement des capacités dans le secteur minier, une dizaine de cadre de la DGMG ont bénéficié des formations au pays (programme ATENS) et à l'étranger grâce à la coopération des pays comme l'Australie, la Chine, l'Italie etc.

Voici donc résumées les grandes lignes des activités menées depuis 2010 par la DGMG.

II Sous secteur Energie électrique

Les principales activités dans le secteur de l'énergie sur les cinq (5) dernières années se présentent comme suit :

1. Eclairage public

Entamé en 2009, le programme d'éclairage public se poursuit jusqu'à ce jour (2014), plusieurs villes, villages et quartiers de la ville de Lomé ont bénéficié d'une telle initiative. En 2011, 13 rues de la ville de Lomé pour une longueur totale de près de 19,6 Km ont bénéficié de l'éclairage public. Il s'agit notamment des axes suivants : Rue du Grand séminaire, Rue Sagbado, Rue Notre Dame, Portion de la Rue Be PadeSouza, Rue 129 Aflao-Gakli, Cité Millénium, Rue Kilémou, Rue de la Nouvelle Présidence, Rue de France, Avenue François MITTERAND, Avenue calais, Avenue Charles de Gaulle, Avenue Sarakawa.

Aussi les nouveaux villages électrifiés bénéficient systématiquement de l'éclairage public.

Cette politique a permis de renforcer la sécurité dans la ville de Lomé, de réduire les accidents de circulation, de faire émerger des activités génératrices de revenus le long des artères éclairées pour les populations et enfin de contribuer à améliorer l'aspect général de la ville de Lomé.

Ce programme d'éclairage public s'est poursuivi et s'étend dans les villes de l'intérieur et localités rurales où les travaux d'électrification prennent en compte le volet éclairage public des rues, infrastructures communautaires, etc.

I. Electrification rurale

Elle s'inscrit dans la volonté exprimée par le Gouvernement de réduire la pauvreté en augmentant l'accès des populations rurales aux services énergétiques.

Le secteur bénéficie de l'appui direct de l'état à travers le BIE, mais aussi des financements extérieurs. La plupart des projets sont exécutés par la CEET, la DGE fait partie du comité de suivi de l'exécution des projets.

En 2009 :

Le Programme de réhabilitation des structures de production d'énergie (près 4 milliards) et le programme d'électrification rurale mis en place par l'Etat ont permis d'électrifier plusieurs localités par groupes électrogènes et par extension réseau, les grands artères de la ville de Lomé dont :

- Groupes électrogènes à Mango, Tsifama, Yégué, Etat-major, Kpékpémé, Saligbé, Ahassomé, Tado, Tohoun, groupe mobil etc...
- électrification des localités de Agbandi, etc...

En 2010

Plusieurs localités ont été électrifiées sur le budget de l'Etat (500 millions) dont :

- Électrification rurale dans les régions Maritime et Savanes

La réalisation du projet d'électrification rurale financé par la BIDC à

hauteur de 6,5 milliards de FCFA à travers un projet qui couvre environ 70 localités rurales réparties dans les cinq régions économiques

Le projet d'électrification transfrontalier

En 2011

Deux accords de prêt ont été signés pour le secteur de l'énergie notamment :

- 20 milliards de FCFA pour le projet de Renforcement et de construction des alimentations en énergie électrique au Togo
- Le projet d'électrification rurale phase 2 d'un montant de 15 millions de dollars US

Le programme d'électrification rurale sur le financement de l'Etat a continué, et permis d'électrifier des localités dans les régions de la Kara, Centrale et Plateaux

En 2012

Bien que l'appui de l'Etat ait considérablement diminué il a permis d'électrifier les localités de Gadjagan, et NotsèMonu en éclairage public.

Le financement de la Société Nationale des Phosphates Togolaises (SNPT) a permis d'électrifier Nyita, Dagbati, Akoumapé

En 2013

Le financement SNPT une dizaine de localité dans les zones minières, de construire des écoles et centre de santé.

Le programme d'éclairage public a permis d'électrifier les chefs-lieux de préfecture

Les localités de Gbodjomé, Abréwokor, Kaniamboua, Toaga, et Katindi ont été électrifiées grâce à 100 millions qui ont été alloués pour faire l'électrification rurale.

Les travaux du projet d'électrification rurale phase 2 ont débuté avec l'électrification de Djagblé à la fin de l'année.

Les tableaux ci-dessous récapitulent tous les projets et localités qui ont été électrifiées dans les 5 dernières années.

En 2014

Le budget alloué pour l'électrification rurale est de 500 millions de FCFA et permettra d'électrifier : Nawaré, KoumougoukanGapéAtiho, GapéTodomé, GapéLanvo, Koka et éclairage public à Adjengré.

- En 2011, le secteur a bénéficié de l'appui de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) à hauteur de 6,5 milliards de FCFA à travers un projet qui couvre environ 70 localités rurales réparties dans les cinq régions économiques avec la construction de 160 km de réseau BT et 248 km de réseau MT.

Dans cette même vision il a été initié un projet d'électrification transfrontalière avec le Ghana, sur le financement de l'Union Européenne.

Le bilan en 2011 pour l'électrifica-

tion rurale aura ainsi été de 45 villages électrifiés dans le cadre du projet BIDC et près d'une vingtaine de localités dans les préfectures de DANYI et WAWA par la construction de 60 Km de ligne MT et de 20 Km de ligne BT dans le cadre de l'électrification transfrontalière sur financement de l'Union Européenne (UE) et la contribution des Sociétés d'électricité du Togo (CEB et CEET) et celle du Ghana-ElectricityCompany of Ghana (ECG).

II. Les études

Depuis 2009 a connu d'importantes études pour les différents sous-secteurs composant le secteur:

I.1. Elaboration du système d'information énergétique (SIE)

Le SIE est un document élaboré par la DGE qui ressort le bilan énergétique de notre pays ; il permet de calculer les flux d'énergie dans tout le secteur de l'énergie, des hydrocarbures, de la biomasse, et l'électricité. Ce bilan fait en 2009 avec les données de 2008 permet de constater que la biomasse occupe de plus 71% de nos besoins énergétiques, les hydrocarbures 26%, et l'électricité 3%. Le SIE a permis de calculer le taux d'accès à l'électricité très faible de l'ordre de 23% en 2009. Le SIE est un document qui présente les statistiques du secteur de l'énergie, le bilan énergétique de 2009 ressort l'information sur la consommation finale d'énergie par habitant en 2008 est de 0.29tep valeur nettement supérieure à celui du Niger et légèrement supérieure à celui du Sénégal. Cette valeur est très faible comparativement à la moyenne africaine qui s'élève à 0,5 tep/hbt.

34 % de la population qui vit en milieu urbain consomment 94 % de l'électricité alors que 66 % de la population vivant en milieu rural ne consomme que 6 % de l'électricité totale consommée.

I.2. Etudes stratégiques du sous-secteur de l'électricité

Cette étude validée en 2010 a ressorti les forces et faiblesses du sous-secteur de l'électricité, elle a surtout ressorti les prévisions en matière capacité de production pour le Togo pour ne plus dépendre de l'extérieur. Selon cette étude, d'ici 2020 si l'on considère un scénario élevé de croissance de la demande (11%) nos besoins en termes de production devraient augmenter entre 250 à 400 MW pour ne plus dépendre du Ghana et du Nigéria. Elle ressort également que le secteur devrait être réorganisé pour permettre une plus grande ouverture du secteur de la production, la désintégration du secteur en différents segments : production distribution et transport. La même étude prévoit la création d'une agence d'électrification rurale pour permettre d'augmenter le taux d'accès à l'électricité à nos populations.

A suivre...

Présidentielle 2015 et la question des réformes

Jean-Pierre Fabre se rebiffe ?

C'est connu de tous. A moins d'un revirement de situation de dernière minute, les Togolais se rendront aux urnes le mercredi 15 avril prochain. Ainsi en a décidé la Commission Electorale Nationale Indépendante (Ceni). Et en lice pour ce scrutin, cinq candidatures toutes validées la semaine dernière par la Cour Constitutionnelle. Parmi elles, celles du président sortant Faure Gnassingbé et du candidat de Cap 2015, Jean-Pierre Fabre. Sauf que ce dernier risque d'être victime de sa propre turpitude.

S'il y a aujourd'hui un sujet qui divise le plus les acteurs de l'opposition togolaise, c'est bien évidemment celui ayant trait aux réformes politiques. Pour certains dont le Comité d'Action pour le renouveau (Car) tient la

ainsi à contre-courant des 85% des Togolais qui, selon afrobaromètre, réclament les réformes avant toute élection.

Mais au fur et à mesure que le processus avance, le candidat de Cap 2015



Jean-Pierre Fabre

dans ce sens qu'il a entrepris des demandes auprès des chefs d'Etat de la sous-région pour tenter d'amener le pouvoir de Lomé à procéder aux réformes. Tout en sachant que ce dernier sera indifférent à ces pressions tardives qui lui serviraient de prétexte pour se retirer du processus.

Dans la même optique de recherche de prétexte, l'ANC a saisi des juridictions belges contre la Société Zetes. Société ayant donc en charge, la livraison des cartes électorales ainsi que le conditionnement des kits électoraux pour le compte de cette présidentielle au Togo. Et

pour cause, Jean-Pierre Fabre accuse cette société que dirige le fils du diplomate Belge, Louis

initiatives de Jean-Pierre Fabre en faveur d'un minimum de réformes bien que salutaires prouvent à suffisance toutes les limites du candidat de Cap 2015 dans la conduite de sa vision politique et son manque de sérieux. Ce sont des manœuvres de duperies des Togolais pour finalement justifier un éventuel futur retrait du candidat Jean Pierre Fabre du processus. Un homme qui aura péché par excès d'aisance, d'arrogance et surtout de mépris envers les autres. Les jours à

Du coup, il tente de trouver une porte de sortie avant qu'il ne soit trop tard.

garde, l'on ne saurait participer à ce scrutin sans les réformes devant lui garantir son équité. Pendant ce temps, d'autres ont choisi d'y participer avec ou sans les réformes. Parmi eux, l'Anc de Jean-Pierre Fabre qui a surpris tout le monde en s'inscrivant dans la deuxième option. Ramant

se rend compte que les prévisions d'Afrobaromètre sont confirmées par le comportement de l'opinion publique. Il est de plus en plus massivement désavoué par les Togolais de l'intérieur et de la diaspora. Du coup, il tente de trouver une porte de sortie avant qu'il ne soit trop tard. C'est

Ce sont des manœuvres de duperies des Togolais pour finalement justifier un éventuel futur retrait du candidat Jean Pierre Fabre du processus.

Michel, de bourrage de fichier. Ces différentes

venir nous édifierons.

Magloire TEKO

Observation électorale : L'Union Européenne s'abstient



Les Togolais sont appelés aux urnes le mercredi 15 avril prochain pour élire leur prochain président de la République. A ce rendez-vous, plusieurs sont les observateurs qui se précipitent aux chevet du Togo pour lui prêter leur expertise en matière d'observation électorale. Dans le passé, l'Union Européenne a également envoyé ses observateurs qui ont laissé plusieurs rapports assortis de recommandations. Mais le 15 avril prochain, ce ne sera pas le cas.

En effet, l'Union européenne a décidé de ne pas envoyer d'observateurs lors de la présiden-

tielle d'avril au Togo. En revanche, l'UE envisage le financement des organisations de la société civile qui vont déployer un millier d'observateurs dans les bureaux de vote. Ainsi, les organisations internationales (telles l'UE, PNUD...) privilégient désormais les démarches inclusives en sous-traitant différentes missions à des acteurs locaux.

Il ne reste qu'à voir le côté neutralité de ces observateurs locaux pour ne pas décrédibiliser leur mission. La transparence, la crédibilité et l'équité de l'opération de vote en dépendent aussi.

Isidore

Violences d'avril 2005 :

Un sit-in des victimes empêché hier

Les victimes des violences perpétrées lors de la présidentielle d'avril 2005 continuent de réclamer justice. Parmi eux, il y a des gens qui portent encore des balles dans leur corps, des gens qui ont le pied ou la main coupée, des familles qui ont perdu leurs êtres chers. Ils ont, avec l'aide des avocats, déposé des plaintes devant des tribunaux nationaux, mais jusqu'alors, rien n'est fait.

« Nous avons déposé des plaintes à Lomé, Aného, Amlamé, Atakpamé et dans d'autres villes du pays, mais ces plaintes ne sont jamais instruites », a indiqué M. Spero, président du Collectif des associations pour la lutte contre l'impunité (CACIT). Entre-temps, l'association avait saisi la Cour de justice de la CEDEAO. Cette dernière a enjoint le Togo d'instruire les plaintes, afin d'apaiser les victimes. Mais cette décision de la cour communautaire est restée lettre morte. Dans ses recommandations, la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) a demandé des réparations pour les victimes de 2005. Mais toujours rien.

Toute chose qui fait dire aux responsables de CACIT et aux victimes que l'Etat togolais se moque d'eux. « Nous ne pouvons pas continuer par regarder ces gens qui continuent de souffrir. Il faut qu'on commence les instructions et que la justice puisse s'occuper des dossiers », a souligné M. Spero. Cepen-



Les manifestants face aux forces de l'ordre

dant, l'interdiction de la manifestation d'hier se dessinait à l'horizon. Puisque le président de la Délégation spéciale de la ville de Lomé, le Contre-Amiral Fogan Adegnon a demandé aux organisateurs d'aller faire le sit-in à la plage plutôt que devant le ministère de la Justice. « Nous ne pouvons pas aller lire notre message face à la mer et revenir ensuite au ministère pour le remettre à qui de droit. Nous devons rester devant le ministère pour livrer notre message. C'est ce qui, à notre sens, est la meilleure procédure », a ajouté le président du CACIT. Il a renchéri ensuite : « Notre manifestation est pacifique. Elle n'aura aucun impact sur les activités dans la zone. Nous serons devant le ministère ce matin ».

Hier matin, les manifestants se sont heurtés à une horde d'éléments des forces de l'ordre devant le ministère de la Justice. Ces hommes en treillis ont intimé l'ordre

aux manifestants de vider les lieux ou ils seront dégagés de force. Le sit-in a donc été interdit. Mais les organisateurs ont néanmoins lu la déclaration qu'ils ont entre les mains. Ils ont interpellé le gouvernement et la communauté internationale sur ces cas de violation et demandé à ce que la décision de la Cour de Justice de la CEDEAO soit mise en exécution par l'Etat togolais.

« Evitons tous la répétition des actes de violence postélectorale », « Les victimes de 2005 demandent l'exécution de l'arrêt de la cour de la CEDEAO », « Punissez les présumés auteurs », « Pour la fin de l'impunité au Togo, instruisez nos plaintes », « A quand la fin de l'impunité au Togo » sont, entre autres, slogans que portent les pancartes tenues par les manifestants.

Isidore

Stratégie de sécurisation et d'augmentation des recettes

L'OTR passe à l'informatisation et à la modernisation des MAD

Depuis sa mise sur pied par l'Etat togolais, l'Office Togolais des Recettes (OTR) ne cesse de multiplier les initiatives en vue de maximiser les recettes de l'Etat. La nouvelle stratégie de sécurisation et d'augmentation des recettes est l'informatisation et la modernisation des Magasins et Aires de Dédouanement (MAD).

La présente stratégie d'informatisation qui vise à s'assurer de la bonne gestion des marchandises au sein des MAD contribue directement à la modernisation des MAD, au contrôle du flux des marchandises au sein des MAD, à la sécurisation des revenus et à l'aug-

mentation des recettes. L'OTR, afin d'appuyer la réalisation des objectifs de l'informatisation des MAD, a mis en place un comité dont les principales actions sont l'informatisation complète des Magasins et Aires de Dédouanement qui induit à l'utilisation des technologies d'information



Henri Gaperi, Commissaire Général de l'OTR

et de communication pour la gestion des MAD dont les résultats attendus sont la maîtrise du cycle des marchandises au sein de chaque Magasin et Aires de Dédouanement. Aussi l'accès à Sydonia côté Douanes et au Guichet Unique sont des conditions à remplir tout comme la modification et l'optimisation organisationnelle pour répondre aux nouveaux enjeux.

Au titre du premier objectif, l'OTR a noué une collaboration tripartite avec le Port Autonome de

Lomé et SEGUCE pour un usage d'une infrastructure TIC commune. Désormais les trois entités et les propriétaires des MAD sont interconnectés par un seul réseau, ce qui facilite l'accès au système de Dédouanement Intégré Automatisé (Sydonia) de l'OTR et au Guichet Unique. En ce qui concerne l'aspect opérationnel, l'Office Togolais des Recettes a procédé à une nouvelle organisation et répartition des rôles et responsabilités des deux entités impliquées dans la gestion des MAD : la brigade douanière aura les responsabilités de contrôle et de surveillance et service Navigation, elle a en charge des diverses fonctions de gestion des MAD. La modernisation de la gestion des MAD passe aussi par le renforcement des procédures en place et l'élaboration de nouvelles procédures à tous les niveaux : surveillance-contrôle-déclarations des marchandises, gestion des stocks, gestion des durées de séjour des marchandises dans les MAD.

Isaac Tonyi

Restructuration du secteur informel

Ingrid Awadé poursuit sa croisade dans les marchés de Lomé

La Délégation à l'Organisation du Secteur Informel, sous l'impulsion d'Ingrid Awadé, a pris une nouvelle dimension dans sa détermination de transformer le secteur informel qui joue un grand rôle par son apport sans cesse croissant à l'économie togolaise.

Après le secteur des conducteurs de taxi-moto, c'est celui

priorité de se faire enregistrer à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) pour bénéficier des différents produits de l'institution qui a ouvert ses portes au secteur informel depuis 2011. Aussi, ces dernières ont été sensibilisées sur les conditions d'hygiène dans les marchés pour éviter certaines maladies et sur la vente anarchique



Ingrid Awadé, DG DOSI

des revendeuses implantées dans les différents marchés de Lomé qui est pris d'assaut par la DOSI. Ainsi depuis le 02 mars dernier, la DG Ingrid Awadé a entrepris un périple dans les différents marchés de Lomé. Hier, la délégation, composée des représentants du FNFI, de la CNSS, de l'ONAF, et de l'ex-ministre Amédjogbé Kouévi et de la DG Dosi, était à l'étape du marché de Bè où les revendeuses ont été instruites sur les différents mécanismes susceptibles de faire prospérer leurs activités et surtout sur la nécessité de formaliser ces activités au niveau de la DOSI.

Outre ces différentes dispositions, la sensibilisation a été au menu de la rencontre. Les revendeuses ont été entretenues sur le FNFI et son mode d'octroi de crédits, sur la nécessité de disposer de leur carte d'identité et sur la

des médicaments de rue. Ingrid Awadé dans son mot de fin a exhorté les revendeuses du marché de Bè à se familiariser avec les exigences administratives de la Délégation à l'Organisation du Secteur Informel. « *Je suis là pour vous et je me mets à votre disposition pour que votre apport à l'économie togolaise vous soit bénéfique* », a-t-elle affirmé avant de saluer le dynamisme de la femme togolaise pour lequel le gouvernement se bat à sauvegarder en mettant en place le Fonds National de la Finance Inclusive.

Après les marchés d'Akodessewa, de Hédzranawoè, d'Adawlato, de Totsi, de Hanoukopé, de Gbossimé, d'Atikpodji, de Bè, la délégation met le cap aujourd'hui sur le marché de Nukafu.

Isaac Tonyi

Couronnement des objectifs du Pradeb dans le Zio

La Plateforme Multifonctionnelle d'Adokoé inaugurée, des crédits octroyés à 100 groupements et 400 jeunes entrepreneurs

Le Programme d'Appui au développement à la Base (Pradeb) lancé en 2013 avec pour objectif d'améliorer les conditions de vie des communautés à la base poursuit sa croisade dans les différentes localités du pays. Le 12 mars dernier, un objectif phare de ce programme ambitieux a été couronné dans la préfecture de Zio par l'inauguration de la plateforme Multifonctionnelle d'Adokoé par le PM Arthème Ahoomey-Zunu et par l'octroi de crédits à 100 groupements et à 400 jeunes entrepreneurs. C'était à travers une cérémonie qui a mobilisé les populations de la préfecture et plusieurs cadres de la localité.

C'est dans une ambiance festive que les populations de la localité ont accueilli le Premier Ministre Arthème Ahoomey-Zunu et le représentant du président de la BOAD. Dans son mot de bienvenue, le chef canton d'Agbélouvé a remercié le gouvernement pour ses efforts consentis en vue d'améliorer le quotidien des populations de sa localité. A sa suite, le préfet de Zio s'est félicité du choix de sa préfecture pour sonner le couronnement des objectifs du Pradeb. Il a invité les populations de sa juridiction à la culture de la paix afin que les efforts de lutte contre la pauvreté déployés par le gouvernement, soutenus par la Banque Ouest Africaine de Développement portent ses fruits. Dans son discours de circonstance le représentant du président de la BOAD, partenaire financier du gouvernement dans le cadre du Pradeb, est revenu sur les différents soutiens financiers de son institu-

tion à l'endroit des différents projets sociaux. Il s'est félicité de la réussite des différentes initiatives. « *La BOAD mettra tout en œuvre pour s'assurer de la réussite des différents projets* », a-t-il fait savoir.

Le pic de cette cérémonie d'octroi de crédit aux groupements et aux jeunes bénéficiaires a été l'intervention du premier ministre Arthème Ahoomey-Zunu qui a invité les bénéficiaires et les populations du Zio à faire de ces projets des acquis pour leur émancipation. Il a par ailleurs réaffirmé aux populations, l'engagement du gouvernement à poursuivre la politique de l'amélioration des conditions de vie des communautés à la base. « *C'est une grande satisfaction pour le gouvernement de savoir que vos besoins pris en compte sont de réels besoins* », s'est-il réjoui. « *Nous ferons en sorte, a-t-il poursuivi, que ces besoins identifiés fassent l'œuvre de beaucoup de suivi avec*

nos partenaires ». Outre l'octroi de crédit aux bénéficiaires, les Agences de Relai Locales (ARL) qui jouent le rôle de suivi pour le Pradeb et les Institutions de Microfinance partenaires ont bénéficié d'un appui logistique d'une valeur de 137.250.000frs.

Après Agbélouvé, la délégation a mis le cap sur Adokoé où le Premier ministre a inauguré la Plateforme Multifonctionnelle de la localité. Là aussi, c'est dans une grande ferveur que les populations ont accueilli la délégation. Par la voix de leur porte parole, la population s'est réjoui de l'implantation de cette plateforme multifonctionnelle qui leur permet d'avoir accès à l'électricité et épargne les femmes de certaines corvées.

Pour rappel, le Pradeb est un programme financé par la BOAD à hauteur de 6 milliards de frs cfa, le gouvernement togolais 472 millions frs cfa et les populations bénéficiaires 633 millions frs cfa pour un montant total de 7 milliards 105 millions frs cfa. Le programme entend appuyer 500 groupements, installer 200 plateformes multifonctionnelles et créer ou consolider 1.500 micro et petites entreprises au profit des jeunes diplômés ou artisans.

Isaac Tonyi

Front social : La STT résiste, le gouvernement accuse

Les mots d'ordre de grève de la Synergie des travailleurs du Togo (STT) prennent des tournures inquiétantes depuis la semaine dernière. A l'origine, une note du ministre des Enseignements primaire et secondaire, Florent Maganawé. Ce dernier a recommandé au Directeur régional de l'éducation (DRE) de lui envoyer les noms des enseignants grévistes dans la région. Voilà une décision qui a embrasé le pays, de Dapaong jusqu'à Lomé en passant par Bassar, Badou, Sokodé, Atakpamé, Vogan et d'autres villes.

Affrontements de Dapaong

De ces violences constatées à travers le pays, celle de Dapaong a particulièrement retenu les attentions. Tout a commencé jeudi 12 mars, où les enseignants ont pris à partie le Directeur régional de l'éducation qui s'apprêtait à remettre les noms au ministre. Comme une riposte, les enseignants ont reçu la visite d'une bande organisée, à la solde du DRE lors d'une assemblée générale qu'ils ont organisée dimanche 15 mars.

Plusieurs personnes (membres de la STT) blessées dont quatre (04) grièvement, plusieurs motos des fonctionnaires saccagées, c'est le bilan de l'attaque des membres de la synergie à Dapaong par un groupe de miliciens « appartenant à un clan, selon nos informations », a indiqué la Coordinatrice, Mme Nadou Lawson. En effet, les travailleurs membres de la Synergie des travailleurs du Togo ont prévu une assemblée générale dans la ville de Dapaong ce dimanche à 15 heures. Avant l'heure prévue, des individus armés de gourdins cloutés, de machettes et d'autres armes blanches ont envahi les lieux de la réunion. « Moi je ne savais pas ce qui se passait. Quand je suis arrivé sur les lieux, des individus se sont jetés sur moi et ont commencé par

me tabasser. Ils m'ont laissé lorsqu'ils voyaient que je commençais par m'évanouir », a témoigné l'une des victimes. Et une femme enseignante de confier également : « En arrivant sur les lieux, les gens me disaient qu'il y a des affrontements. Mais j'ai tenu à aller voir ce qui se passe. C'est là qu'en me voyant, des individus se sont rués sur moi et ont commencé par me rouer de coups. Ils agissaient avec une violence très rare ».

Selon Mme Nadou Lawson, la Police et la Gendarmerie arrivées sur les lieux n'ont mis la main sur personne. Et pourtant, ces individus ont opéré à visage découvert et sont bien connus dans la ville.

Les violences ont malheureusement repris le lendemain, c'est-à-dire lundi dernier avec l'attaque des miliciens qui, une fois encore, voulaient empêcher les enseignants qui étaient de nouveau réunis. Là, ils ont croisé sur leur chemin des élèves décidés à défendre leurs enseignants. Ces derniers ont été rejoints par toute la population. On compte aujourd'hui plusieurs blessés dans les rangs des autorités locales et des élèves.

Etablissements scolaires fermés à Dapaong

Les violences survenues à Dapaong ont visiblement remonté le gouvernement. La décision de ce dernier a été sans appel dans la journée. Les établissements sco-



Les élèves dans les rues

lares de la ville de Dapaong restent fermés jusqu'à nouvel ordre. C'est ce qu'a décidé le gouvernement qui s'est insurgé contre les violences qui ont occasionné plusieurs blessés dans les rangs des autorités locales et des élèves. « On ne comprend pas pourquoi lorsque les travailleurs disent qu'ils font grève, les élèves doivent se mettre à casser, à brûler le drapeau et à commettre des actes inciviques. Ce n'est pas normal », a indiqué Gilbert Bawara, ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales.

Ainsi, pendant que leurs camarades des autres villes du pays seront peut-être en train de faire le cours, les élèves de Dapaong, eux, sont obligés de rester à la maison. Le gouvernement tiendra-t-il compte de ce temps dans la programmation des examens ? Rien n'est sûr. Selon les informations, un calme précaire règne actuellement à Dapaong, mais la tension reste palpable.

Une négociation conditionnée par la démission de Maganawé

Malgré les menaces et

les intimidations, la Synergie des travailleurs du Togo (STT) a tenu son assemblée générale lundi après-midi au siège du Syndicat des praticiens hospitaliers du Togo (Synphot). Le ton a été particulièrement dur chez les travailleurs à cette réunion. La principale information qu'on peut retenir à l'issue de cette rencontre est que la centrale conditionne toute participation à une quelconque négociation par la démission du ministre des Enseignements primaire et secondaire, Florent Maganawé. Les travailleurs s'indignent des violences exercées sur leurs camarades à Dapaong le dimanche 15 avril dernier. La STT, quant à elle, dégage toute sa responsabilité des violences qui se sont produites dans cette ville et pointe du doigt le gouvernement.

« La STT n'est pas responsable de tout ce qui se passe dans le pays. Il appartient au gouvernement d'en assumer la responsabilité, puisque c'est lui qui refuse d'écouter les travailleurs et fait preuve de mauvaise foi », a indiqué l'un des responsables de la synergie. La STT a maintenu sa grève de

trois jours qui prend fin aujourd'hui. Un autre sit-in sera organisé dans les services demain vendredi.

Le gouvernement accuse

Dans un communiqué rendu public mardi soir, le gouvernement a estimé qu'il a pris toutes les dispositions pour maintenir l'ordre public et le maintien de la paix sociale. Après avoir relaté les incidents qui se sont produits lors de ces violences, le gouvernement a tenu pour responsable la STT qui, selon lui, a quitté la table des négociations pour lancer des mots d'ordre de grèves. « La STT, après avoir quitté la table des discussions avec le gouvernement, s'est engagée dans la voie des manifestations et d'actions violentes », indique le communiqué. « Compte tenu de la gravité des récents incidents (...) le gouvernement condamne tous les actes et toutes les initiatives qui sont de nature à porter atteinte à la quiétude et à la paix sociale. Le gouvernement condamne les actes de destructions et les voies de fait et lance un appel au calme et à la retenue », ajoute le texte. Des enquêtes seront ouvertes pour situer les responsabilités.

Par ailleurs, le gouvernement accuse la STT d'être manipulée par un parti politique, notamment un candidat à la présidentielle d'avril 2015, puisque selon les informations, les élèves manifestants ont crié le nom de ce candidat lors de leur sortie.

Toutefois, la synergie continue son mouvement. La grève de trois jours prend fin aujourd'hui. Un sit-in est attendu dans les services demain.

Isidore

Présidentielle 2015:

Le CAR demande aux quatre candidats de se retirer de la course

Ce n'est plus un secret pour personne. Le Comité d'action pour le renouveau (Car) ne participera pas à la prochaine élection présidentielle prévue pour le 15 avril 2015. Le parti de Me Paul Dodji Apévon conditionne toute participation par la mise en œuvre des

disaient à l'époque qu'ils vont empêcher Faure Gnassingbé d'être candidat, il est aujourd'hui candidat, mais on n'a pas les réformes. Au lieu de donner une ou deux possibilités au chef de l'Etat actuel de prendre part à l'élection, ils ouvrent le boulevard, permettant ainsi à celui-ci de



Me Dodji Apévon, Pdt du CAR

Dodji Apévon estime qu'aucun candidat de l'opposition ne peut battre Faure Gnassingbé dans les conditions actuelles dans lesquelles se prépare cette élection, surtout que le mode de scrutin est à un tour. Il demande aux candidats de l'opposition de se retirer de la course pour « ouvrir la crise ». « Les candidatures sont bouclées. Si nos amis comprennent aujourd'hui ce que nous disons et se décident d'arrêter le processus électoral en retirant leur

candidature, il restera le candidat d'UNIR. Il n'aura même pas la possibilité d'aller réveiller un candidat fantôme quelque part, l'opinion nationale et internationale sera prise à témoin et saura qu'il y a une crise grave au Togo. La crise sera ainsi ouverte », a ajouté le président du Car.

Ainsi, selon lui, devant cette situation, opérer les réformes sera la condition sine qua non pour l'organisation de toute élection dans le pays. Au cas échéant, le CAR compte appeler le peuple togolais à boycotter la présidentielle du 15 avril prochain. Rappelons que les quatre candidats de l'opposition sont Jean-Pierre Fabre du Combat pour l'alternance politique en 2015 (CAP 2015), Mouhamed Tchassona Traoré du Mouvement citoyen pour la démocratie et le développement (MCD), Tchabouré Gogué de l'Alliance des démocrates pour le développement intégral (ADDI) et Gerry Komandega Taama du Nou-

vel engagement togolais (NET).

Par ailleurs, Me Dodji Apévon tient le gouvernement pour responsable des violences survenues à Dapaong ces derniers jours. Après avoir condamné ces violences, Me Dodji Apévon a fait porter l'entière responsabilité au gouvernement. Pour lui, ce dernier doit trouver des solutions aux revendications des travailleurs au lieu de se préoccuper des infrastructures routières à des fins électorales. « Le gouvernement ne saurait différer indéfiniment le règlement des questions sociales pendant qu'il affecte à des fins électorales des sommes colossales pour des travaux publics à sensation », a-t-il indiqué.

Pour Me Apévon, les revendications des travailleurs doivent passer avant tout. « Il faut consacrer davantage de ressources à la satisfaction des besoins légitimes des enseignants grévistes », a-t-il souligné.

Isidore

Au cas échéant, le CAR compte appeler le peuple togolais à boycotter la présidentielle du 15 avril prochain.

réformes constitutionnelles et institutionnelles. Reçu lundi dernier sur Kanal FM, il a dénoncé le double langage qu'adoptent les responsables de l'Alliance nationale pour le changement (Anc).

« Non seulement ils

se présenter autant de fois qu'il le souhaite. La politique doit être faite autrement au Togo. On ne doit pas continuer à faire de la politique sur du mensonge éternellement en trompant et en manipulant les populations, ça suffit », a-t-il déclaré. Me

Arrestation de Fadel Barro et compagnons en RDC

Faure se démarque de Joseph Kabila

Plusieurs responsables des organisations « Y'en a marre » et « Balai Citoyen », dont le Sénégalais Fadel Barro, sont actuellement sous les verrous en République Démocratique du Congo (RDC). Et pour cause, Kinshasa accuse des responsables de ces organisations panafricaines de défense des droits de l'Homme, en visite de travail dans le pays, de « tentative de destruction » de la RDC. Une opération qui s'est pourtant déroulée sans grand bruit au Togo.

C'est donc sur invitation de l'ONG congolaise « **Filimbi** » que Fadel Barro et compagnie se sont rendus, la semaine dernière, en République Démocratique du Congo. Ceci, pour des échanges d'expériences avec les acteurs des Organisations de Société Civile congolaise. Malheureusement, cette démarche de ces militants des droits de l'Homme sur le continent, n'a pas été du goût du pouvoir public congolais qui leur prêterait des idées inavouées. Ainsi, ensemble avec certains de leurs camarades congolais, ces derniers ont été appréhendés puis écroués depuis le dimanche 15 mars dans la capitale congolaise pour « tentative de destruction » du pays.

Depuis lors, l'indignation reste grande tant dans les arcanes diplomatiques qu'au sein des organisations de défense des droits de l'homme. Colère,

incompréhension et désarroi, tel se résume en substance, l'état d'âme de ces acteurs qui n'ont pas hésité à faire entendre leur voix. Déjà lundi, au lendemain de ces arrestations, le gouvernement de transition burkinabé a engagé des démarches dans le but d'exhorter Kinshasa à plus de « raison » et à « libérer dans le meilleur délai », le citoyen burkinabé Sidro Ouédraogo du mouvement « **Balai Citoyen** », reconnu avoir joué un rôle de premier plan dans l'éviction de Blaise Compaoré du pouvoir en octobre 2014. Appel suivi, mardi dernier, par celui de Macky Sall qui a, lui aussi, intercedé auprès de Joseph Kabila pour la « libération » de Fadel Barro, Aliou Sané et l'artiste Malal Talla alias le Fou Malade.

Au sein donc de ces organisations de défense de droits de l'Homme, les contestations restent autant



Faure Gnassingbé



Fadel Barro



Joseph Kabila

vives que variées. Pour Me Guy Hervé Kam, porte-parole du mouvement « Balai Citoyen », cette agitation des autorités congolaises n'est autre qu'une tentative d'intimidation de la jeunesse congolaise. « Cette réaction du gouvernement congolais démontre en réalité toute sa fragilité », a-t-il ajouté avant de poursuivre : « Tout ce qui se raconte n'est en réalité que du mensonge. Balai Citoyen a toujours mené sa lutte en prônant la non-violence ». Mais ce n'est pas tout, puisqu'il promet une issue déshonorante à Kinsasha dans la poursuite de cette affaire. « En tant qu'avocat, cela m'étonnerait que le gouvernement congolais porte une telle affaire devant la justice. Même s'il le fait, il n'a rien pour soutenir ce qu'il avance. Il ne récoltera que la honte internationale », a rassuré Me Guy Hervé Kam.

Même son de cloche chez les autres membres du collectif « **Y'en a marre** ». « Nos camarades étaient en Rdc, juste pour partager l'expérience de mouvement citoyen avec la jeunesse congolaise. Et ce n'est pas ce genre d-ar-

restation qui va nous intimider. Puisque notre mouvement prépare encore d'autres voyages dans d'autres pays. », dira le Rappeur Thiat. « Cette action des militaires congolais n'est que la résultante de la peur que diffuse la vigilance africaine dans les allés des pouvoirs africains », a-t-il renchérit. « On veut faire un nouveau type d'Africain, c'est-à-dire qui est au courant de la Constitution, qui est au courant des lois de son pays, qui s'impose dans le changement de son pays et de son environnement. C'est un mouvement citoyen, c'est un mouvement pacifique ! », a martelé Simon, un autre rappeur du Collectif.

Au Togo, on se souvient du passage à Lomé, il y a quelques semaines, de Fadel Barro, notamment sur invitation des Oddh togolaises. En témoignent des rencontres sommes toutes fructueuses qu'il a tenues, outre la presse mais aussi avec nombre d'acteurs politiques togolais sans être nullement inquiété. Tout le contraire à Kinsasha où déjà les premières lueurs de la silhouette de ces

hommes hantent le sommeil de Joseph Kabila, un Président solidement attaché à son fauteuil présidentiel. Et malheur à tout « esprit nouveau » dont les actes porteraient, d'aventure, un coup à ses intérêts. Fadel Barro et ses compagnons d'infortune en savent donc quelque chose.

Voilà en somme la preuve qu'au Togo de Faure Gnassingbé, on a une légère avancée démocratique. Aussi moindre soit-elle, cette avancée salubre devra être plutôt un acquis démocratique à consolider par tout Togolais. Certes, le chemin est encore loin, mais le tableau n'est pour autant pas si sombre que le prétendent certains sceptiques. Et le bon sens aura voulu que tout observateur fasse une analyse objective de la situation afin de faire un vrai état des lieux. Ceci, aux fins d'optimiser véritablement les chances pour un Togo démocratique et émergent plutôt que de vouloir réduire tout en cendres.

Magloire TEKO

Culture : Afrik'Art lance le projet « Eduk-Théâtre »

L'enceinte du Complexe scolaire Pater Voluntas d'Agoè a servi de cadre, lundi 16 mars dernier, au lancement du Projet « Eduk-Théâtre ». Initiative de l'association culturelle « Afrik'Art et Culture », ce projet qui sera à sa première édition les 24 et 25 mars prochains, vise essentiellement à initier les élèves et les étudiants à la pratique de l'art théâtral. C'était en présence de plusieurs inconditionnels de la discipline dont des comédiens de renom et des apprenants.

En initiant ce projet, l'Association culturelle « Afrik'Art et Culture » part ainsi en croisade contre la disparition progressive de certaines valeurs artistiques qui, bien qu'elles soient édifiantes, sont malheureusement en proie à des difficultés existentielles. Ainsi, cette jeune association entend, au travers de ce projet ambitieux « Eduk-Théâtre », susciter auprès des apprenants du Togo l'esprit de créativité, de compétitivité, d'entrepreneuriat et d'imagination fertile. Ce qui leur permettra à terme, selon le Président de cette association, de « développer leurs facultés et capacités psychomotrices », mais aussi et surtout de « lier le savoir traditionnel et prédéfini au savoir pratique ». En somme, poursuit Raymond Trémou, « Il s'agit pour nous de promouvoir la discipline théâtrale en milieu scolaire et universitaire, auprès des apprenants, futurs cadres et bâtisseurs du Togo de demain ».

Et pour ce faire, cette association projette plusieurs activités à travers les cinq régions du Togo. Notamment, des résidences d'écritures dramatiques au profit des jeunes plumes, des formations des acteurs culturels, une édition consacrée exclusivement aux jeunes plumes ainsi que la création d'un site de diffusion. Aussi, Afrik'Art et Cul-

ture entend créer une résidence de créations qui réunira les professionnels de l'art théâtral autour d'un jeune public, laquelle sera ponctuée par des concours.

Un projet qui, en l'espace de onze mois, touchera au moins 70.000 apprenants et élèves sur l'ensemble du territoire national, notamment sur l'introduction du théâtre à l'école et ses atouts ainsi que 15 artistes metteurs en scène qui seront outillés en pédagogie, entre autres.

Noble, il est porté à bout de bras par de jeunes ambitieux. Un saut qualitatif qui explique donc à juste titre la présence à cette cérémonie de lancement, outre de la légende vivante du théâtre togolais, Sanvee Bello Alouwassio mais aussi et surtout du Directeur de l'Ecole Internationale de Théâtre du Bénin (EITB), M. Alougbine

L'Association Afrik'Art et Culture, faut-il le rappeler, est soutenue dans sa vision révolutionnaire par le ministère des Enseignements Primaire et Secondaire, celui de la Communication, des Arts et de la Culture, du ministère du Développement à la Base, l'Institut Goethe, Bénin Cultures et Arts-Togo ainsi que l'Association Culturelle Kadam-Kadam.

Magloire TEKO

Santé/ Mission médico-chirurgicale

Aimes-Afrique dans les Plateaux et Maritime

L'Association Internationale des Médecins pour l'Education et la Santé (Aimes-Afrique) poursuit ses œuvres salvatrices au profit des couches les plus défavorisées du Togo. Après les régions de la Savane, Kara et Centrale, c'est le tour des régions Maritime et Plateaux d'accueillir la jeune et dynamique équipe d'Aimes-Afrique rassemblée autour de son premier responsable, Dr Michel Serge Kodom.

Très engagée à poursuivre sa mission humanitaire, celle d'amener l'hôpital vers les populations, cette ONG à but non lucratif y procède, depuis lundi dernier, à des opérations médico-chirurgicales. Lesquelles les amèneront notamment dans l'Amou, l'Akébou et le Wawa pour le compte de la région des plateaux puis l'Avé, Zio, Yoto et Vo pour la région Maritime.

Ainsi, seront donc déparasités durant cette mission médico-chirurgicale, 20.000 enfants. Aussi, seront réalisées au cours de cette mission, 5000 con-



sultations spécialisées en ophtalmologie, en ORL, en Gynécologie, en pédiatrie, en biologie et en chirurgie générale. Aussi, l'équipe à Dr Michel Serge Kodom entend effectuer, au terme de cette mission, 500 interventions chirurgicales.

Déjà après trois jours de mission, le bilan est largement satisfaisant. Sur 235 cas répertoriés, 124 seront opérés. En ophtalmologie, 70 patients seront opérés sur un total de 475 cas dépistés. Aussi, 126 consultations ont été enregistrées en

stomato et 95 en ORL. Soit un total de 1998 personnes consultées pour 194 cas à opérer.

Ensemble avec des médecins venus d'autres pays, Aimes-Afrique entend assurer, tout au long de cette année 2015, plus de 20.000 consultations gratuites et près de 2.000 opérations. Ceci, sur l'ensemble du territoire national. Un objectif donc atteint, selon les premiers responsables de Aimes-Afrique.

Magloire TEKO

Coupes Africaines

Naufrage de l'AS Togo Port à Rabat, douche écossaise de Sémassi à domicile

La manche Aller des 16^{èmes} des finales des coupes africaines a été fatale pour les clubs togolais en lice. L'AS TOGO PORT en déplacement à Rabat face au Fus et les Guerriers de Tchaoudjo dans l'antre de Kégué à Lomé ont subi la fougue du Football maghrébin.

Y a-t-il quelque chose à espérer de la manche retour pour les clubs togolais ? Pour nombre d'observateurs, il faut d'ores et déjà penser à autre chose que la qualification. Ce pessimisme exprimé après l'espoir nourri des deux techniciens à la tête des deux formations de passer le cap du Maghreb n'est que l'expression du jeu produit par les portuaires dans le froid de Ra-



L'AS Togo Port

bat battu (3-0) et la douche écossaise reçue par les guerriers de Tchaoudjo (5-0) face au CS Sfaxien.

Victimes de l'inorganisation de ses dirigeants,

les joueurs de l'AS Togo Port ont été amenés à l'abattoir au Maroc. Les signes étaient au rouge depuis le match joué contre Cara à Lomé. Les problèmes financiers associés aux problèmes administratifs ont annihilé le brin d'espoir nourri par les uns et les autres de voir l'AS Togo Port limiter les dégâts au Maroc. La sérénité n'a jamais été de mise dans cette équipe contrairement à ce que certains dirigeants ont voulu faire croire. Si les clubs togolais déjà diminués par l'irrégularité des compétitions doivent aussi se confronter aux problèmes extra sportifs, il est



Les Guerriers de Tchaoudjo

normal que le score enregistré à Rabat vienne sanctionner cette confrontation déséquilibrée. Mais dans l'Etat major du club portuaire, on continue de croire au renversement de la vapeur à Lomé. Le contraire pour les Guerriers de Tchaoudjo qui font déjà allégeance au CS SFAXIEN pour le lourd score enregistré à domicile. Tchanié Bana à travers la conférence de presse d'après match a confirmé l'élimination des guerriers, mais promet un score honorable à Tunis. Il est évident que les deux clubs togolais signent leur retour sur terre

en oubliant définitivement la question de la qualification pour les poules.

Ceci n'est que la suite logique de l'amateurisme qui entoure l'organisation des compétitions nationales. Comment les clubs togolais sans compétition peuvent-ils prétendre éliminer des clubs maghrébins ? Il est certes vrai que les surprises ont toujours fait partie des grandes compétitions, mais ces surprises ont aussi des limites.

Difficile pour les clubs togolais de résoudre l'équation maghrébine.

Tournoi Synbank

La course pour la succession d'Orabank engagée

La 5^{ème} édition du tournoi Synbank a été lancée samedi dernier au stade de la JCA d'Agoè à travers une cérémonie d'ouverture présidée par la secrétaire du syndicat des Banques et établissements d'Assurance du Togo, Patassé José. Dénommée « coupe challenge cinquantenaire UTB », en hommage au jubilé d'or de l'Union Togolaise de Banque, la compétition est désormais rotative et offrira l'occasion à chaque institution de présider l'organisation. Le traditionnel défilé des huit formations engagées dans

la course pour la succession de l'équipe d'Orabank vainqueur de l'édition précédente a été suivie des allocutions du président d'organisation et de la SG Synbank. Tour à tour, ces intervenants ont invité les différentes équipes engagées à la culture du Fair Play. L'honneur est revenu au représentant du DG de l'UTB, institution organisatrice d'ouvrir les hostilités. Ce dernier a félicité les huit clubs engagés et situé l'organisation de cette édition sous le signe des retrouvailles. Il a, à cet effet, souhaité que la solidarité et la cohésion à travers ce tournoi prédominent dans le secteur des finances au Togo. « Nous encourageons toutes les équipes à jouer d'abord pour le plaisir et ensuite pour la solidarité renforcée au sein du Synbank » a-t-il exprimé. En ouverture de la compétition, l'équipe de l'UTB a épinglé son homologue de la BPEC (Banque populaire pour l'Epargne et le Crédit) 1 but à 0, but inscrit à la 60^{ème} minute de jeu par le capitaine Madodé Christophe.

La compétition se poursuit ce samedi avec un fumant Siab-Diamond Bank.

Notons que huit formations regroupées en deux poules de quatre prennent part à la compétition. Il s'agit de la BPEC, de l'UTB, du Trésor public et de la Banque Atlantique dans la poule A et de la SIAB, de Diamond Bank, de Assur-foot et d'Orabank dans la poule B.

Del-Jo

Championnat de Maracana

JDJ maintient le cap, la Renaissance MC assure la remontée

La deuxième édition du championnat de Maracana vient d'être lancée et la compétition était à l'étape de la 3^{ème} journée le samedi dernier. Le club Joie de Jouer JDJ est resté sur la lancée de la première journée en enchaînant 6 matches sans défaite, totalisant 18 points. Tout le contraire pour ses challengers MCL et Rangers, le champion en titre qui alternent le bon et le moins bon. La palme d'or de la remontée est à l'actif de la séduisante formation de la Renaissance MC qui, pour une première participation, se hisse dans le haut du tableau avec 13



Le club JDJ en communion d'esprit avant le match

points. L'avant dernière journée de la phase Aller de la compétition se

joue ce samedi avec les confrontations suivantes :

Flamingo vs MCL
Botafogo vs JDJ
Sao vs Etecon
Fraternité vs Rangers
Elite vs ABC
La Renaissance vs Red Star
Sao vs Botafogo
JDJ vs Flamingo
MCL vs Fraternité
Rangers vs Elite
ABC vs La Renaissance
Etecon vs Red Star
Elite vs Sao

Del-Jo



La Renaissance MC

FLAMBEAU
des Démocrates

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC
Siège social : Bd du 13 Janvier,
Nyékonakpoé 06 BP. 60364 Lomé
Tél. (+228) 26 70 04 96
e-mail : Loiclate@gmail.com
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur Général
chargé de la Publication
Loïc LAWSON
(90 34 63 25)

Directeur de la Rédaction
AGBESSI T. Isaac. (90 20 36 51)

Rédaction
Edgar K. DJISSENOU
K. Isidore
Magloire TEKLO

Stagiaires
LAWSON Boëvi Mawuëna Joseph
DOGBE-A. Koffi

PAO
Geodecom (22 48 00 32 / 92 63 85 58)

Imprimerie : St Laurent
Tirage : 3000 exemplaires